

REPUBLIQUE DU BURUNDI



SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

- 1.- Le Gouvernement de la République du Burundi vient de prendre connaissance de la circulation d'un document portant sur la probable implication de l'Union Européenne dans la déstabilisation des Institutions Républicaines du Burundi notamment la tentative de changement de régime au Burundi.
- 2.- Les documents rapportent des faits graves imputables à la Délégation de l'Union Européenne à Bujumbura et qui datent de l'année 2014, plusieurs mois donc, avant l'insurrection et la tentative de Coup d'Etat du mois de mai 2015. Dans ces documents en circulation il est rapporté que l'Union Européenne a procédé à des financements à l'endroit de personnes physiques ou morales impliquées dans la déstabilisation de la République du Burundi, et actuellement sous mandat d'arrêt international émis par la justice burundaise.
- 3.- Ces révélations viennent s'ajouter à d'autres éléments qui ont poussé le Gouvernement de la République du Burundi à dénoncer une probable main étrangère dans les actes de sabotage de son programme de promouvoir la paix et la démocratie, particulièrement le processus conduisant aux élections de 2015. Ces documents ainsi mis à découvert pourraient accréditer la thèse selon laquelle certains acteurs de l'Union Européenne nourrissent depuis plusieurs années le désir d'opérer un changement de régime au Burundi.
- 4.- Par ces document le Gouvernement vient de se rendre compte et de trouver une réponse claire aux interrogations qu'il se posait sur les raisons des pressions politico – diplomatiques de l'Union Européenne contre le Burundi et ses prises de positions toujours défavorables aux intérêts du Burundi. Le Gouvernement n'a jamais cessé de dénoncer le rôle joué par la délégation de l'Union Européenne au Burundi ainsi que d'autres agissements qui étaient loin de promouvoir la paix et la Démocratie au Burundi.
- 5.- Le Gouvernement du Burundi voudrait exprimer sa vive préoccupation sur ces révélations sur lesquelles il va se pencher et analyser en profondeur les probables influences qu'aurait exercés cette politique de l'Union Européenne contre le Burundi dans la prise de certaines décisions. Le Gouvernement de la République du Burundi dénonce déjà ces faits auxquels il reviendra compte tenu de leur gravité et leurs lourdes conséquences sur l'Unité des Burundais.

Bujumbura, le 05 Mai 2017,

Le Secrétaire Général du Gouvernement et
Porte-Parole du Gouvernement

Philippe NZOBONARIBA.